



HAL
open science

France : Le bilan démographique des maires

Laurent Chalard, Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Laurent Chalard, Gérard-François Dumont. France : Le bilan démographique des maires. Population et avenir, 2008, 686, pp.4-8 et 20. 10.3917/popav.686.0004 . halshs-01250084

HAL Id: halshs-01250084

<https://shs.hal.science/halshs-01250084>

Submitted on 4 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

France

Le bilan démographique des maires

Les élections municipales de 2008 sont l'occasion de comparer les performances des communes au plan urbain, économique, social ou fiscal. Un autre critère d'évaluation est l'accroissement démographique, indicateur pertinent du dynamisme d'une commune, surtout dans une optique comparative. Or cette dernière met en évidence de fortes disparités : des communes ont nettement augmenté leur population ; d'autres, au contraire, ont vu leur population diminuer. Il en résulte une géographie précise des évolutions démographiques communales.

par Laurent CHALARD* et Gérard-François DUMONT*

Pour 376 communes de 20 000 habitants ou plus, en raison des données livrées par l'Insee¹, il est possible de comparer l'évolution démographique de la population de leurs ménages² entre 1999 et 2005. Ces communes, qui comptabilisent 21,6 millions d'habitants, soit plus du tiers de la population de la France métropolitaine, ont une croissance démographique en moyenne inférieure à la moyenne nationale, 2,46 % contre 3,94 %³. Mais se distinguent deux grands types : les communes périurbaines ou para-urbaines, au nombre de 213, comptent 7,9 millions d'habitants et ont une croissance moyenne de 4,22 %, supérieure à la moyenne nationale. Les communes-centres, au nombre de 163, comptent 13,7 millions d'habitants et ont une croissance moyenne de 1,47 %, donc sensiblement inférieure à la moyenne nationale.

Les 25 communes « gagnantes », principalement en Ile-de-France

24 des 25 communes les plus « gagnantes » ont une croissance démographique égale ou supérieure à 10 % entre 1999 et 2005. Leur géographie met en évidence de manière écrasante la domination de la région Ile-de-France, avec 21 communes : c'est un retournement par rapport aux années 1990, qui se caractérisaient par une faible croissance et souvent un déclin démographique des grandes communes de la région capitale.

■ 18 communes « gagnantes » en Petite couronne

Dix-huit de ces communes, toutes périurbaines (à une exception près), se concentrent en Petite couronne. Les départements des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis dominent largement avec respectivement huit et sept communes, le Val-de-Marne n'en comprenant que trois.

La croissance de la plupart de ces communes apparaît, assez logiquement, liée à la réalisation d'importantes opérations de rénovation urbaine, sous forme d'habitat collectif, engagées ou poursuivies depuis 1999. En effet, ces communes disposaient souvent d'un certain nombre de friches industrielles, datant des années 1970⁴, reconverties en zones résidentielles à densité relativement importante. En réalité, ces communes ne font, pour la plupart, que récupérer la population perdue au cours des décennies précédentes⁵. Au cours des années 1990, un processus de rénovation urbaine est amorcé dans le département des Hauts-de-Seine, dans des communes limitrophes à l'ouest de Paris. Issy-les-Moulineaux (qui, pendant plusieurs années, a déposé le plus grand nombre de permis de construire en France, d'où son premier rang dans la croissance démographique) et Levallois-Perret sont deux communes pilotes ; elles rénovent notamment leurs quartiers anciennement industriels des bords de Seine. Puis, au début des années 2000, le processus s'étend à d'autres communes des Hauts-de-Seine, comme Clichy-sur-Seine ou Montrouge, ainsi que La Garenne-Colombes et Bois-Colombes⁶, dont l'attractivité résidentielle est renforcée par leur proximité de La Défense.

Lexique

Commune-centre : commune que se trouve être le centre d'une unité urbaine ou agglomération.

Décohabitation : diminution du nombre de personnes par ménage, c'est-à-dire par logement.

Grande couronne : ce terme englobe les quatre départements de la région Ile-de-France non limitrophes de Paris, soit les Yvelines, le Val d'Oise, la Seine-et-Marne et l'Essonne.

Héliotropisme positif : tendance de populations à des migrations résidentielles vers des territoires ayant des ensoleillements plus importants.

Para-urbanisation : processus conduisant au peuplement d'espaces de morphologie rurale situés à la périphérie des agglomérations par des populations exerçant leur activité professionnelle dans l'agglomération.

Périurbanisation : processus conduisant au peuplement de territoires situés à la périphérie des villes et se trouvant en conséquence en continuité de cadre bâti avec ces villes.

Petite couronne : ce terme englobe les trois départements limitrophes de Paris, soit les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne.

* Université de Paris-Sorbonne.

1. RGP 1999 d'une part, estimation de la population des ménages livrée en juillet 2007 sur le site Web (sur les méthodes, cf. Dumont Gérard-François, « Le nouveau recensement : une méthode duale et quinquennale », *Population & Avenir*, n° 667, mars-avril 2004).

2. Les données incluent les communes, permettant donc de connaître la population totale, ne sont pas disponibles, mais la comparaison de la population des ménages est pertinente.

3. Confirmant nos articles précédents, qui avaient montré que la para-urbanisation s'était accélérée (Chalard Laurent, Dumont Gérard-François, « Territoires français : le renforcement de la « para-urbanisation » et de la « litturbanisation », *Population & Avenir*, n° 682, mars-avril 2007), les villes-centres étant en retrait, voire en déclin (Chalard Laurent, Dumont Gérard-François, « Le nouveau palmarès des grandes communes de France », *Population & Avenir*, n° 675, novembre-décembre 2005).

D'importants aménagements urbains se constatent ensuite dans des communes des départements de l'est de la Petite couronne : Saint-Denis (rénovation de la plaine Saint Denis et autour du stade de France), Saint-Ouen et Aubervilliers en Seine-Saint-Denis, Ivry-sur-Seine (quartier d'Ivry-Port dans le prolongement de la ZAC Paris Rive Gauche dans le XIII^e arrondissement de Paris) et Alfortville (nord de la commune). Les communes de Bondy et du Blanc-Mesnil, plus éloignées de Paris, connaissent aussi d'importants programmes d'urbanisation. L'immigration internationale exerce également un rôle important dans la croissance, comme à Montfermeil (quartier des Bosquets) ou Villiers-sur-Marne (Les Hautes-Noues) où elle est le principal facteur explicatif.

■ 3 communes « gagnantes » en Grande couronne

La Grande couronne ne comprend que trois communes parmi les 25 « gagnantes », leur croissance se faisant aussi sous forme d'habitat individuel, d'où résulte une moindre densification. Guyancourt, commune la plus dynamique de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui abrite le Technocentre Renault, poursuit sur sa lancée des recensements précédents grâce à la réalisation de plusieurs ZAC (Villaroy, La

Marre Jarry). Les deux autres communes concernées se situent à proximité de l'aéroport de Roissy, qui s'impose comme le principal pôle d'emploi périphérique de l'agglomération parisienne, et entraîne un développement résidentiel important dans les communes avoisinantes. Il s'agit de Villeparisis, en Seine-et-Marne, qui bénéficie de la réalisation du quartier de Boisparisis, et de Goussainville, commune para-urbaine du Val d'Oise, avec une politique active de logement (quartier des Demoiselles à l'ouest).

■ 4 communes « gagnantes » en régions

En Province, seules quatre communes, toutes dans la moitié sud du pays, se trouvent parmi les 25 communes « gagnantes ». Les deux premières se situent en Haute-Garonne, soit Toulouse⁷ et sa commune périurbaine la plus peuplée, Colomiers. Ces communes bénéficient du développement de l'industrie aéronautique sur leur territoire respectif, source d'une forte croissance démographique et de grands projets d'urbanisme (par exemple la ZAC Borderouge, au nord de Toulouse, desservie par la nouvelle ligne du métro VAL).

Les deux autres communes se trouvent dans les Alpes-Maritimes. Il s'agit de Saint-Laurent-du-Var, sur la rive droite du Var, et de Grasse, commune du moyeu-pays, qui bénéficie, avec ses 44 km², de terrains urbanisables.

TABLEAU 1 - LES 25 COMMUNES "GAGNANTES" ET LES 25 "MOYENNEMENT GAGNANTES"

Rang	Dépt	Communes	Population des ménages en 1999	Population des ménages au 1/01/2005	accroiss. démogr. 2005/1999 (% brut)
1	92	Issy-les-Moulineaux	51 492	61 430	19,3%
2	94	Alfortville	35 977	42 469	18,0%
3	78	Guyancourt	24 127	27 884	15,6%
4	93	Bondy	45 771	52 870	15,5%
5	92	La Garenne-Colombes	23 972	27 683	15,5%
6	92	Bois-Colombes	23 706	27 208	14,8%
7	92	Levallois-Perret	54 419	62 163	14,2%
8	93	Aubervilliers	61 328	69 949	14,1%
9	92	Clichy	49 302	55 921	13,4%
10	92	Châtillon	28 058	31 640	12,8%
11	94	Villiers-sur-Marne	25 837	29 054	12,5%
12	93	Saint-Denis	82 820	93 021	12,3%
13	31	Colomiers	28 055	31 395	11,9%
14	77	Villeparisis	20 993	23 490	11,9%
15	95	Goussainville	27 062	30 275	11,9%
16	31	Toulouse	375 687	419 363	11,6%
17	92	Montrouge	37 225	41 524	11,5%
18	94	Ivry-sur-Seine	48 331	53 855	11,4%
19	6	Saint-Laurent-du-Var	26 988	30 026	11,3%
20	92	Suresnes	39 180	43 437	10,9%
21	93	Saint-Ouen	38 792	42 828	10,4%
22	93	Livry-Gargan	36 855	40 686	10,4%
23	6	Grasse	42 034	46 310	10,2%
24	93	Le Blanc-Mesnil	46 325	50 965	10,0%
25	93	Montfermeil	23 766	26 115	9,9%
26	92	Asnières-sur-Seine	75 144	82 490	9,8%
27	93	Les Lilas	19 975	21 926	9,8%
28	33	Villeneuve-d'Ornon	27 125	29 772	9,8%
29	66	Perpignan	101 864	111 785	9,7%
30	94	Cachan	22 729	24 844	9,3%
31	64	Bayonne	38 871	42 458	9,2%
32	92	Villeneuve-la-Garenne	22 159	24 184	9,1%
33	33	Talence	35 817	39 048	9,0%
34	77	Savigny-le-Temple	22 045	23 985	8,8%
35	34	Sète	39 128	42 505	8,6%
36	34	Montpellier	216 692	235 272	8,6%
37	93	Sevran	45 707	49 553	8,4%
38	33	Bègles	22 209	24 069	8,4%
39	91	Massy	36 634	39 680	8,3%
40	93	Montreuil	88 054	95 345	8,3%
41	92	Sèvres	22 270	24 102	8,2%
42	67	Haguenau	31 386	33 930	8,1%
43	83	Draguignan	31 751	34 322	8,1%
44	95	Argenteuil	91 488	98 880	8,1%
45	94	Choisy-le-Roi	33 695	36 405	8,0%
46	91	Ris-Orangis	24 100	26 037	8,0%
47	95	Gonesse	23 866	25 751	7,9%
48	92	Le Plessis-Robinson	21 507	23 197	7,9%
49	94	Charenton-le-Pont	26 550	28 616	7,9%
50	13	Salon-de-Provence	35 777	38 523	7,7%

Chiffres Insee RCP 1999 et évaluation 2005 (sur 376 communes).

Les 25 communes « moyennement gagnantes », en Ile-de-France et dans le Midi

Une deuxième catégorie, occupant les rangs 26 à 50 du tableau 1 ci-contre regroupe les 25 communes « moyennement gagnantes », avec une croissance démographique inférieure à 10 %, mais comprise entre 7,7 et 9,8 %. Ces communes « moyennement gagnantes » occupent donc les rangs 26^e à 50^e. Leur géographie⁸ apparaît légèrement différente, avec toujours une dominante des communes d'Ile-de-France (quinze), mais un peu plus de communes de Province (dix). Néanmoins, cette situation confirme la singularité de l'Ile-de-France.

■ 10 communes « moyennement gagnantes » en Petite couronne

À nouveau, les communes de la Petite couronne sont les plus nombreuses (dix). Certaines communes limitrophes de l'est de Paris s'inscrivent dans la même logique que celle des communes « gagnantes », avec une dominante écrasante d'habitat collectif, mais avec une croissance moindre : Les Lilas, Montreuil, Charenton-Le-Pont et Cachan. D'autres, un peu plus éloignées de Paris, ont mené des programmes d'urbanisation, comme, dans les Hauts-de-Seine (département qui en conséquence se densifie), Asnières-sur-Seine (quartier de Seine), Villeneuve-la-Garenne (Apollonia), Le Plessis-Robinson (nouveau quartier de la cité-jardins) et Sèvres. Choisy-le-Roi (dans le Val-de-Marne), qui a renforcé son centre-ville, et Sevran (en Seine-Saint-Denis), qui a urbanisé les derniers terrains vagues, s'inscrivent dans cette logique, outre un impact important de l'immigration internationale.

■ 5 communes « moyennement gagnantes » en Grande couronne

En Grande couronne, cinq communes sont « moyennement gagnantes ». En Seine-et-Marne, Savigny-le-Temple, commune la plus peuplée de la ville nouvelle de Melun-Sénart,

4. Période de leur désindustrialisation, les entreprises préférant des localisations plus lointaines de la capitale dans des territoires où l'espace disponible est plus important et le foncier moins cher.

5. Par exemple, Levallois-Perret, qui comptait 61 804 habitants en 1962, puis seulement 47 548 en 1990, rattrape et même dépasse en 2005 son niveau de 1962.

6. Courbevoie s'inscrit dans la même dynamique, mais, pour l'instant, l'Insee n'a pas fourni de données chiffrées concernant cette commune. Cependant, le recensement complémentaire de 2006 donne une population municipale de 80 695 habitants, soit une croissance de 15,8 % (quartier du Faubourg de l'Arche).

7. Qui dispose d'une vaste superficie, soit 118 km². Cf. Dumont, Gérard-François et Wackermann, Gabriel, *Géographie de la France*, Paris, Éditions Ellipses.

8. Cf. Également les cartes p. 20.

termine son programme d'urbanisation (ZAC du Mont-Blanc entre la ville nouvelle et le bourg) dans un contexte de développement économique (centre commercial de Carré-Sénart à proximité). En Essonne, Massy a réalisé plusieurs ZAC à proximité de la gare TGV (dont le quartier Vilmorin), alors que Ris-Orangis a densifié son centre-ville. Enfin, dans le Val d'Oise, Gonesse bénéficie de la proximité de Roissy, tandis qu'Argenteuil se densifie. Ces communes de la Grande couronne enregistrent parallèlement un apport non négligeable de l'immigration internationale.

■ 10 communes « moyennement gagnantes » en région

Concernant la province, neuf des dix communes « moyennement gagnantes » se localisent dans la moitié sud du pays : quatre en Aquitaine, trois en Languedoc-Roussillon et deux en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Cette situation confirme le dynamisme démographique de cette partie du pays, qui bénéficie à tous les types de communes, aussi bien aux communes rurales, para-urbaines, périurbaines qu'aux communes-centre.

En Aquitaine, trois communes correspondent à des banlieues bordelaises en développement, Talence (université) et Villenave-d'Ornon, ou en rénovation, Bègles. La quatrième est Bayonne, ville centre d'une agglomération en expansion, en raison d'une politique active de construction.

Le Languedoc-Roussillon comprend trois communes-centre, dont deux des trois principales communes de la région : Montpellier, dont le dynamisme est incontestable⁹, croît dans la logique des décennies précédentes grâce à ses activités technologiques. Par contre, pour les deux autres, la forte croissance constitue une nouveauté. Perpignan semble bénéficier à la fois de l'héliotropisme positif, comme l'ensemble du département des Pyrénées-Orientales, et de l'immigration internationale. Dans l'Hérault, Sète devient notamment une zone résidentielle de Montpellier. En Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la commune de Salon-de-Provence, dans l'aire métropolitaine marseillaise¹⁰, est en croissance grâce à sa situation de carrefour autoroutier et à ses larges possibilités d'urbanisation. Draguignan, dans la logique des décennies précédentes, bénéficie du développement économique de l'est varois, suite à la saturation du littoral.

Parmi les 25 « moyennement gagnantes », une seule commune se trouve dans la moitié Nord : Haguenau, en Alsace, au nord de Strasbourg, centre industriel dynamique (agro-alimentaire, biens d'équipement), qui poursuit sur la logique des années 1990.

Les 25 communes « perdantes », principalement au nord-est

À l'opposé des 25 « gagnantes », 25 communes enregistrent les plus fortes diminutions de populations entre 1999 et 2005, avec une perte d'au moins 4,53 %. Ces « perdantes », des 352^e au 376^e rangs, se situent toutes en Province, mais aucune dans les quatre régions du sud de la France métropolitaine. Leur géographie apparaît relativement concentrée dans le quart nord-est du pays, en particulier dans le méridien peu dense de la France¹¹.

■ 4 communes « perdantes » en Champagne-Ardenne et en Bourgogne

La Champagne-Ardenne, région de France en déclin démographique, compte quatre communes-centres « perdantes ».

Les deux premières, Chaumont et Saint-Dizier, avec la plus forte décroissance des communes étudiées, se trouvent en Haute-Marne, l'un des départements en plus fort déclin du pays. Elles se caractérisent par la faiblesse des activités économiques marchandes pour la première et par la crise de la métallurgie pour la seconde, ce qui entraîne une émigration de jeunes. Charleville-Mézières, dans les Ardennes, est touchée par la fermeture des sous-traitants de l'automobile et l'insuffisance de diversification économique. La quatrième, Châlons-en-Champagne, malgré sa proximité de l'Europort Vatry, éprouve des difficultés en raison d'un maigre tissu industriel.

La Bourgogne, malgré sa – faible – croissance démographique, compte néanmoins quatre communes perdantes. Les deux principales communes de l'ancien bassin minier de Saône-et-Loire, Le Creusot et Montceau-les-Mines, ne se sont pas suffisamment remises de la faillite de Creusot Loire et de la fermeture des mines. Nevers décline, notamment car elle se situe dans un département très vieilli en dépeuplement. Enfin, Chalons-sur-Saône décroît essentiellement pour une raison différente, une très forte para-urbanisation.

TABLEAU 2 - LES 25 COMMUNES "MOYENNEMENT PERDANTES" ET LES 25 "PERDANTES"

Rang	Dépt	Communes	Population des ménages en 1999	Population des ménages au 01/01/2005	accroiss. démogr. 2005/1999 (% brut)
327	15	Aurillac	28 990	28 098	-3,1%
328	18	Bourges	69 675	67 510	-3,1%
329	62	Lens	35 731	34 617	-3,1%
330	42	Saint-Etienne	177 124	171 462	-3,2%
331	2	Saint-Quentin	57 736	55 874	-3,2%
332	80	Abbeville	23 931	23 150	-3,3%
333	78	Mantes-la-Jolie	42 701	41 254	-3,4%
334	88	Saint-Dié-des-Vosges	21 963	21 185	-3,5%
335	88	Epinal	34 606	33 373	-3,6%
336	59	Mons-en-Baroeul	22 433	21 631	-3,6%
337	91	Les Ulis	25 163	24 258	-3,6%
338	29	Brest	145 624	140 383	-3,6%
339	83	La Seyne-sur-Mer	59 458	57 311	-3,6%
340	76	Saint-Etienne-du-Rouvray	28 390	27 356	-3,6%
341	2	Soissons	28 585	27 530	-3,7%
342	1	Oyonnax	23 486	22 614	-3,7%
343	51	Epernay	25 040	24 102	-3,7%
344	62	Calais	76 599	73 689	-3,8%
345	76	Mont-Saint-Aignan	19 029	18 294	-3,9%
346	36	Châteauroux	48 809	46 910	-3,9%
347	76	Le Havre	186 710	179 345	-3,9%
348	14	Caen	107 227	102 989	-4,0%
349	59	Maubeuge	32 702	31 356	-4,1%
350	59	Coudekerque-Branche	23 917	22 930	-4,1%
351	62	Liévin	33 147	31 775	-4,1%
352	54	Lunéville	19 732	18 839	-4,5%
353	49	Saumur	28 929	27 595	-4,6%
354	59	Saint-Pol-sur-Mer	22 923	21 844	-4,7%
355	16	Angoulême	42 145	40 104	-4,8%
356	18	Vierzon	28 986	27 552	-4,9%
357	50	Cherbourg-Octeville	41 401	39 339	-5,0%
358	42	Saint-Chamond	36 816	34 901	-5,2%
359	76	Fécamp	20 532	19 457	-5,2%
360	14	Hérouville-Saint-Clair	22 500	21 319	-5,2%
361	51	Châlons-en-Champagne	45 208	42 688	-5,6%
362	3	Montluçon	40 113	37 746	-5,9%
363	71	Montceau-les-Mines	20 358	19 129	-6,0%
364	59	Villeneuve-d'Ascq	60 650	56 955	-6,1%
365	8	Charleville-Mézières	54 070	50 510	-6,6%
366	58	Nevers	40 007	37 280	-6,8%
367	24	Périgueux	29 296	27 226	-7,1%
368	71	Chalons-sur-Saône	48 901	45 381	-7,2%
369	25	Montbéliard	27 140	25 185	-7,2%
370	42	Roanne	38 062	35 249	-7,4%
371	3	Moulins	20 979	19 348	-7,8%
372	43	Le Puy-en-Velay	19 235	17 667	-8,2%
373	59	Grande-Synthe	23 149	21 127	-8,7%
374	71	Le Creusot	25 203	22 611	-10,3%
375	52	Chaumont	25 658	22 991	-10,4%
376	52	Saint-Dizier	29 932	26 160	-12,6%

Chiffres Insee RGP 1999 et évaluation 2005 (sur 376 communes).

9. Dumont Gérard-François, Chalard Laurent et Population & Avenir, *Les métropoles régionales intermédiaires en France : quelle attractivité ?* La Documentation Française/ DIACT, 2007.

10. Chalard Laurent, « Les logiques du découpage intercommunal dans l'aire métropolitaine marseillaise », *La Géographie*, n°1518, septembre 2005.

11. Dumont, Gérard-François, *Les régions et la régionalisation en France*, Paris, Éditions Ellipses, 2004.

■ 3 communes « perdantes » dans le Nord-Pas-de-Calais et en Auvergne

Parmi les trois communes « perdantes » localisées en Nord-Pas-de-Calais, Grande-Synthe et Saint-Pol-sur-Mer sont des communes périurbaines de Dunkerque, agglomération qui souffre de la réduction des emplois dans l'industrie lourde. Elles sont aussi peu attractives du fait de leur proximité de la zone industrialo-portuaire et de leur urbanisme de grands ensembles. La troisième, la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq, qui se situe dans la banlieue de Lille, connaît une forte diminution du nombre de personnes par ménage en raison de l'évolution de son vieillissement¹².

L'Auvergne comprend aussi trois communes « perdantes ». Le Puy-en-Velay subit une forte para-urbanisation d'autant que sa superficie est limitée (16,8 km²). Dans l'Allier, Moulins souffre de son faible tissu économique et Montluçon de la diminution des emplois dans la métallurgie.

■ 2 communes « perdantes » en Rhône-Alpes et Basse-Normandie

En Rhône-Alpes, les deux communes « perdantes » se situent dans le département de la Loire : Roanne (textile et armement en difficulté) et Saint-Chamond (quasi-disparition de la métallurgie). En Basse-Normandie, il s'agit de Hérouville-Saint-Clair (banlieue de Caen à dominante de grands ensembles, qui connaît une forte décohabitation), et Cherbourg-Octeville (difficultés des constructions navales).

Enfin, plusieurs régions comprennent une seule commune « perdante », soit du fait de difficultés économiques (réduction des effectifs chez Peugeot à Montbéliard, crise de la pêche et des activités connexes à Fécamp, métallurgie en difficulté à Vierzon et reconversion après la restructuration des armées à Lunéville), soit de l'insuffisance de tissu industriel (Saumur), soit surtout en raison de la para-urbanisation (Périgueux et Angoulême).

Les 25 communes « moyennement perdantes », majoritairement dans la moitié nord

La population des ménages des 25 communes « moyennement perdantes », qui se situent aux rangs précédant les 25 « perdantes », donc entre les 327^e et 351^e rangs du tableau 2, p. 6, a diminué entre 3,08 % et 4,53 % entre 1999 et 2005. 23 d'entre elles sont en province, et seulement deux en Ile-de-France. Leur géographie apparaît moins centrée que celle des 25 perdantes, avec des communes dans l'Ouest et même une dans le Midi : La Seyne-sur-Mer.

■ 6 communes « moyennement perdantes » en Nord-Pas-de-Calais

La région Nord-Pas-de-Calais se distingue avec six communes, dont trois villes centres d'agglomération en déclin économique : Maubeuge (appauvrie par les pertes d'emploi dans la sidérurgie et la métallurgie), Lens (partie du bassin houiller en reconversion) et Calais (textile en crise, fermeture de Lu et restructuration d'Alcatel en 2003). Puis trois communes, abritant de grands ensembles de banlieues, connaissent une forte décohabitation : Liévin (Lens), Coudekerque-Branche (Dunkerque) et Mons-en-Barœul (Lille).

■ 3 communes « moyennement perdantes » en Picardie et en Haute-Normandie

Dans la région voisine, la Picardie, trois communes se retrouvent « moyennement perdantes », en raison de leurs besoins de reconversion : Soissons (fermeture de l'usine Wolber de pneumatiques en 1999) et Saint-Quentin (crise du textile et de la mécanique, faible diversification) dans l'Aisne, et Abbeville (recul du textile) dans la Somme. La Haute-Normandie compte aussi trois communes « moyennement perdantes » : Le Havre (fermeture des chantiers navals en 1999 en attente des résultats de la récente revitalisation), et deux communes périurbaines de Rouen (Mont-Saint-Aignan et Saint-Étienne-du-Rouvray), avec de grands ensembles connaissant une forte décohabitation.

■ 2 communes « moyennement perdantes » en Lorraine, Ile-de-France et Centre

À l'Est, deux communes se localisent en Lorraine : Saint-Dié-les-Vosges et Epinal, toujours en reconversion après le déclin du textile. En Ile-de-France, les deux communes concernées se situent en Grande couronne (Les Ulis et Mantes-la-Jolie) et ont la même caractéristique : la présence d'un grand ensemble. Leur perte de population est due à un phénomène de décohabitation dans un contexte de faible construction. Le Centre en possède aussi deux : Châteauroux (para-urbanisation) et Bourges (crise de l'industrie de l'armement).

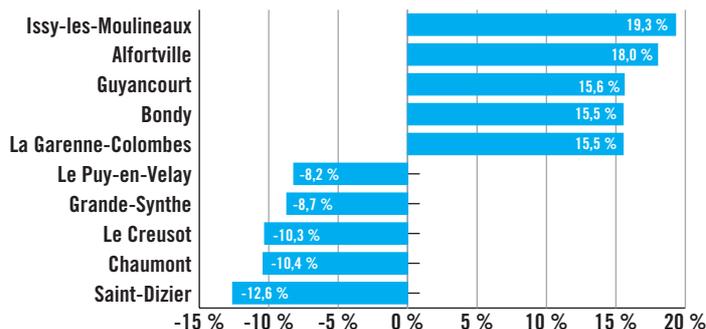
D'autres régions ne comptent qu'une commune « moyennement perdante ». Le déclin démographique de plusieurs communes centres s'explique principalement soit par l'héritage économique (Saint-Étienne, La Seyne-sur-Mer et Epernay), soit par la para-urbanisation (Aurillac, Brest, Caen et Oyonnax).

Des résultats à ajuster

Les chiffres de l'Insee donnent des ordres de grandeur fort intéressants qui permettent donc de comparer les évolutions démographiques communales. Mais ils conduisent à des pourcentages bruts d'accroissement vraisemblablement surestimés, en particulier en Ile-de-France. En effet, le recensement de 1999 n'a pas donné lieu aux ajustements qui

12. Dumont, Gérard-François et alii, *Les territoires face au vieillissement en France et en Europe*, Paris, Ellipses, 2006.

LES 5 PREMIERS ET LES 5 DERNIERS ACCROISSEMENTS DÉMOGRAPHIQUES PARMI LES COMMUNES DE PLUS DE 20 000 HABITANTS (1999-2005)



auraient été nécessaires pour prendre en compte les « disparus du recensement »¹³, calculés par Gérard-François Dumont et dont il a montré la particulière importance pour la région capitale¹⁴. Il en résulte des pourcentages de croissance en partie « fictifs ». En conséquence, il est nécessaire d'ajuster les chiffres pour essayer de déterminer la croissance réelle 1999-2005 et savoir quelles sont les communes parmi les « gagnantes » dont la croissance démographique apparaît sensiblement surestimée.

Utilisons donc notre méthode d'ajustement¹⁵, par ailleurs présentée à la Commission nationale d'évaluation du recensement¹⁶. Les communes dont les pourcentages de croissance apparaissent particulièrement surestimés se situent majoritairement en Ile-de-France, soit 19 communes sur les 25 les plus surestimées. Globalement, plus de trente communes ont des écarts entre leur population brute, estimée au 1^{er} janvier 2005, et leur population ajustée d'au moins 5 % de leur population des ménages de 1999. Les écarts les plus importants se constatent dans des communes populaires, à commencer par Vaulx-en-Velin, dans la banlieue de Lyon (commune touchée par des émeutes en 1991 et dont l'importance de la décroissance démographique des années 1990 étonnait). Ensuite, parmi les dix premières par l'importance de l'écart, se trouvent Corbeil-Essonnes, Saint-Denis, Aubervilliers, Trappes, Dreux et Villeneuve-la-Garenne, des communes qui abritent des quartiers difficiles et dont la population avait été considérée en forte diminution entre 1990 et 1999. L'exception que présente Levallois-Perret, commune aisée, s'explique probablement par l'importance du nombre de logements en cours d'achèvement lors du recensement de 1999, comptés alors comme des logements vacants.

Inversement, les communes dont les écarts sont faibles ou négligeables sont essentiellement des communes de Province ou des communes à bon revenu moyen d'Ile-de-France, comme Maisons-Laffitte, Ozoir-la-Ferrière, Rambouillet ou Palaiseau.

L'ajustement montre que le pourcentage d'accroissement démographique 1999-2005 des 376 communes étudiées est moins élevé que celui des estimations de l'Insee, soit en moyenne 0,49 % contre 2,46 %. En particulier, le pourcentage des 25 « gagnantes » du tableau 1 p. 5 apparaît moins important, légèrement supérieur à 7 % contre plus de 10 % pour le pourcentage brut. Concernant le

classement général, l'ajustement entraîne quelques changements, mais ne modifie pas globalement la géographie précédemment dessinée. Parmi les 50 communes « gagnantes » et « perdantes » des tableaux 1 et 2, respectivement, douze et onze communes diffèrent selon les deux classements, ce qui est relativement peu.

■ **Concernant les 50 premières**, les communes de Province sont un peu plus nombreuses, 21 parmi les 50, contre seulement 14 sans ajustement. Apparaissent dans ce classement ajusté, essentiellement des communes de la moitié sud du pays.

> Un premier ensemble se compose de sept villes centres : Agen, qui bénéficie entre autre du développement de l'industrie pharmaceutique (UPSA), Mont-de-Marsan, préfecture d'un département en croissance, La Teste-de-Buch, relativement proche du Laser Mégajoule au Barp¹⁷, Saint-Raphaël, station balnéaire qui attire notamment des retraités aisés, Cavaillon, ville-porte du Luberon, Avignon, qui bénéficie de l'effet TGV avec un tertiaire dynamique, et Bergerac, ville-symbole de « l'effet Ryanair ».

> Un deuxième ensemble comprend trois communes périurbaines : Cagnes-sur-Mer, Tournefeuille, deuxième commune la plus peuplée de la banlieue de Toulouse, et Cenon, banlieue de Bordeaux qui connaît des rénovations urbaines.

> Deux communes franciliennes de Grande couronne entrent dans le classement ajusté, Melun et Étampes, mais d'autres communes périurbaines franciliennes ne sont plus dans les 50 premières : Choisy-le-Roi, Sevran, Charenton-le-Pont, Argenteuil et Villeneuve-la-Garenne, communes dont le pourcentage brut de croissance est surestimé.

■ **Parmi les 50 dernières**, se trouvent dorénavant six communes d'Ile-de-France, contre seulement deux sans ajustement. Ces quatre nouvelles d'Ile-de-France sont quatre communes populaires abritant des grands ensembles, dont certaines barres ou tours ont été détruites, connaissant une forte décohabitation : Trappes, Garges-lès-Gonesse, Meaux, et Le Mée-sur-Seine. Parmi les communes de Province, les nouvelles venues « perdantes » ou « moyennement perdantes » sont : Vandoeuvre-lès-Nancy, Vaulx-en-Velin, Joué-lès-Tours et Le Petit-Quevilly, communes périurbaines. Enfin, trois villes centres se signalent : Troyes¹⁸, Besançon ou Lorient, connaissant une forte para-urbanisation.

■ Deux facteurs explicatifs principaux

En conclusion, les premiers résultats des enquêtes de recensement concernant 376 grandes communes montrent de fortes différences de pourcentage brut d'accroissement démographique. S'opposent des communes en forte croissance (en Ile-de-France et dans le Midi) et d'autres en fort déclin (dans le Nord-Est). Les principaux facteurs explicatifs sont doubles :

> d'une part, les différences de dynamisme économique, la géographie des communes « perdantes » épousant la géographie des villes en reconversion,

> et, d'autre part, les différences de politiques d'urbanisme, des programmes de rénovation urbaine expliquant par exemple la forte croissance de certaines communes périurbaines franciliennes, mais aussi provinciales.

Après ajustement des pourcentages bruts, la géographie communale de l'accroissement démographique 1999-2005 est assez semblable, mais elle conduit à relativiser la croissance des communes franciliennes. ●

13. Dumont Gérard-François, « Les disparus du recensement », *Population & Avenir*, n° 647, mars-avril 2000.

14. Gérard-François Dumont a calculé pour un colloque de la Cudep que 200 000 sur les 480 000 « disparus » concernent l'Ile-de-France, ce qui conduit à un taux d'accroissement total de l'Ile-de-France supérieur à la moyenne nationale, contrairement aux chiffres officiels qui ont largement sous-évalués les migrations.

15. Chalard Laurent, Dumont Gérard-François, « Une méthode de correction des évolutions démographiques 1999-2004 », *Population & Avenir*, n° 675, novembre-décembre 2005. Cette méthode part du principe que la forte réduction des logements vacants dans la plupart des grandes communes est en partie fictive, liée aux biais dus au changement de méthode de recensement. Elle considère que la vacance ne peut s'être réduite au point que le nombre de résidences principales progresse beaucoup plus vite que le nombre de logements totaux. En conséquence, la méthode ne considère pas que la vacance ne s'est pas réduite, mais qu'elle a diminué de l'ordre de 1-2 points par rapport à 1999 et non de 3-4 points, comme le laisseraient croire les données brutes de l'Insee.

16. Dumont Gérard-François, « Essai d'évaluation des résultats bruts du recensement rénové », Commission nationale d'évaluation du recensement, www.cnis.fr/agenda/CR/CR_0358.PDF

17. Chalard, Laurent, Dumont, Gérard-François, « Territoires français : le renforcement de la "para-urbanisation" et de la "litturbanisation" », *Population & Avenir*, n° 682, mars-avril 2007.

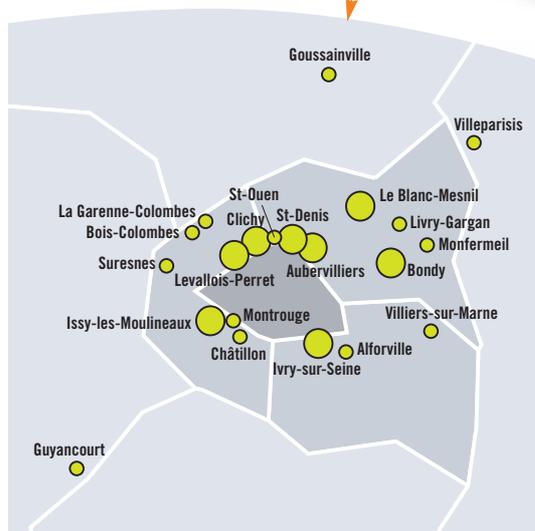
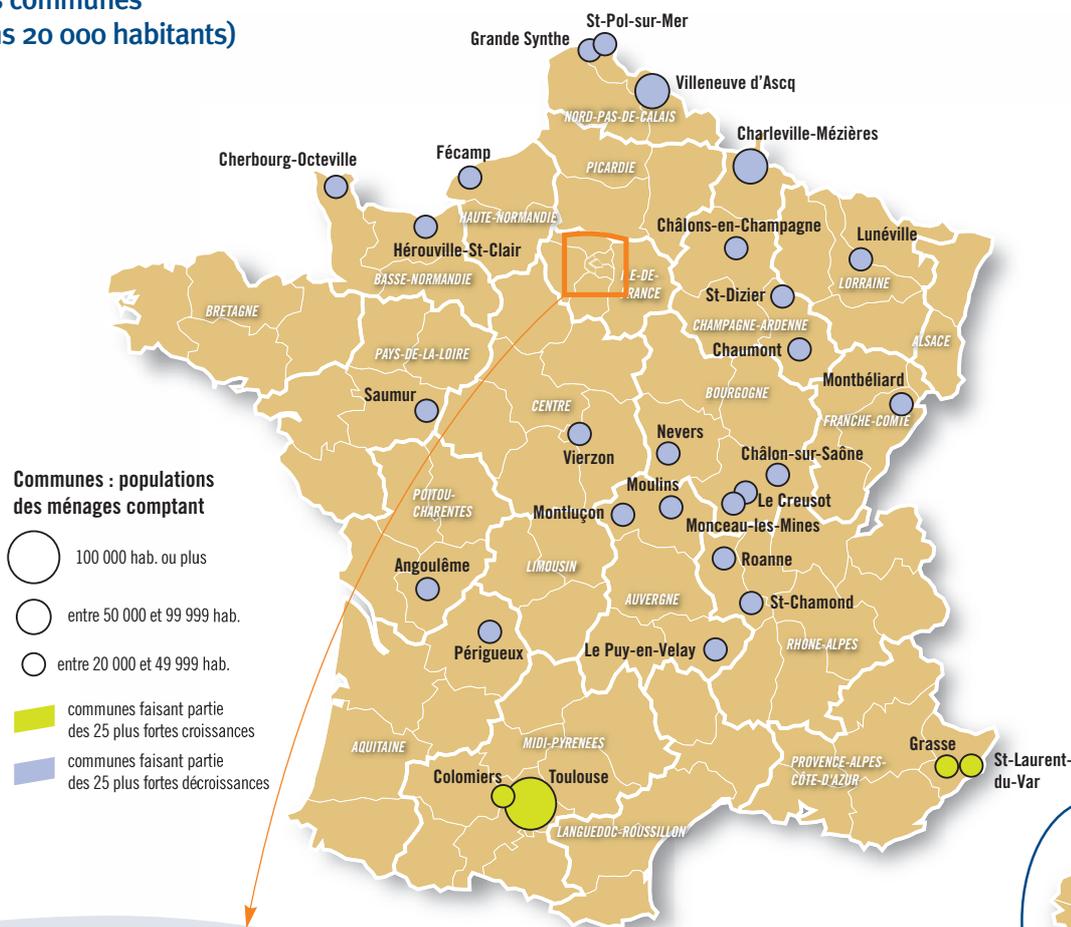
TABL. 3 - LES DIX COMMUNES (PARMI LES 376 ÉTUDIÉES) AYANT LES PLUS FORTS ÉCARTS ENTRE LEUR POPULATION BRUTE (ESTIMATION INSEE AU 1^{ER} JANVIER 2005) ET LEUR POPULATION AJUSTÉE (POPULATION & AVENIR)

Communes	Écart (%)
Vaulx-en-Velin	8,8
Lille	7,4
Corbeil-Essonnes	7,3
Vandoeuvre-lès-Nancy	7,2
Levallois-Perret	7,1
Saint-Denis	6,5
Aubervilliers	6,4
Trappes	6,4
Dreux	6,4
Villeneuve-la-Garenne	6,3

Le bilan démographique des maires

Les 25 communes à plus forte croissance et les 25 à plus forte décroissance (1999-2005)

(parmi les communes d'au moins 20 000 habitants)



Les 25 communes à la plus forte croissance ont, sauf une, une croissance démographique égale ou supérieure à 10 % entre 1999 et 2005. Il s'agit de

■ 18 communes de la Petite couronne :

Les départements des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis dominent largement avec respectivement huit et sept communes, le Val-de-Marne n'en comprenant que trois.

■ 3 communes de la Grande couronne

Guyancourt, dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, et, à proximité de l'aéroport de Roissy, Villeparisis, en Seine-et-Marne, et Goussainville, commune para-urbaine du Val d'Oise.

■ 4 communes de régions

Ces quatre communes sont toutes dans la moitié sud du pays : Toulouse et Colomiers, en Haute-Garonne ; Saint-Laurent-du-Var et Grasse, dans les Alpes-Maritimes.

Les 25 communes à la plus forte décroissance perdent au moins 4,53 % de leur population.

Elles se situent toutes en Province, mais aucune dans les quatre régions du sud de la France métropolitaine. Leur géographie apparaît relativement concentrée dans le quart nord-est du pays, en particulier dans le méridien peu dense de la France.

Population & Avenir

35, avenue Mac-Mahon - 75017 Paris
N° 686 - Janvier-février 2008